

# La lettre d'Attac-Rennes

–JUN 2005

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

Attac-Rennes, Maison de quartier de Maurepas, 32 rue de la Marbaudais – 35700 Rennes

Tel : 06.80.54.10.04 – Mel : [attac35@attac.org](mailto:attac35@attac.org) - Web : <http://www.local.attac.org/35/>

Chers adhérentes et adhérents,

Suite au référendum national interne de décembre dernier et aux choix de notre dernière assemblée générale, Attac Rennes s'est pleinement investi dans la campagne pour le non au Traité constitutionnel, ce qui explique le nombre réduit de lettres reçues cette année.

Le choix d'Attac de s'impliquer dans cette campagne n'a pas été un choix de circonstance dicté par des préoccupations politiciennes ou électoralistes, il s'inscrit dans le droit fil de ce qui a motivé la création de notre association en 1998: **DESARMER LES MARCHÉS.**

- « Désarmer les marchés » avec le combat pour l'instauration d'une taxe Tobin, à travers la lutte contre les prétentions de l'OMC à marchandiser toutes activités humaines
- « Désarmer les marchés » avec les succès de l'action contre l'AMI en 98, par une lutte incessante contre les paradis fiscaux et surtout par le combat contre l'AGCS, accord dont s'inspire abondamment le TCUE.

Aujourd'hui, Attac Rennes veut affirmer sa détermination à poursuivre ses combats citoyens dans le champs qui lui est imparti : lutter contre les mécanismes et les effets de la globalisation libérale.

Afin de mieux définir nos axes d'interventions et les modalités d'action, le conseil d'administration du comité local a décidé de reporter l'assemblée générale (qui usuellement avait lieu en juin de chaque année) en début d'année d'activité. En effet, le deuxième trimestre 2005 ayant été fort chargé (!!!), il nous est apparu difficile d'établir le bilan de 2004-2005 sereinement ainsi que de préparer avec le plus de clairvoyance possible l'année à venir.

**Nous vous invitons TOUTES et TOUS et ce quelque soient votre degré d'investissement dans l'association à venir vous exprimer sur le bilan de l'année passé et définir les axes d'intervention du comité local lors de l'assemblée Générale des adhérents**

ALORS RENDEZ-VOUS LE 6 OCTOBRE 2005 à 20h30 à la maison du champs de mars

## ◆ POUR UNE REFONDATION DEMOCRATIQUE DE L'EUROPE

Déclaration adoptée à l'unanimité par le CA d'Attac-France le 5 juin 2005

Le rejet du traité constitutionnel européen par le peuple français le 29 mai, suivi, trois jours plus tard, par le « non » d'un autre Etat fondateur de la Communauté économique européenne (CEE), les Pays-Bas, indique sans ambiguïté que les fondements mêmes de la construction européenne sont désormais en question. Ce sont eux qu'il convient de remettre à plat en vue de bâtir une Europe solidaire, tant en son sein qu'avec le reste du monde et avec les générations futures. Une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe. **Une Europe internationaliste et réellement indépendante des Etats-Unis**



Illustration de Fanch

L'inscription des politiques européennes dans la mondialisation libérale, tout particulièrement depuis l'Acte unique (1986) et le traité de Maastricht (1992), provoque, de manière délibérée, une situation d'insécurité économique et sociale généralisée (...). En l'absence des mesures de solidarité et d'accompagnement financier de grande envergure qui s'imposaient, l'incorporation de 10 nouveaux Etats membres, le 1er mai 2004, a constitué un simple élargissement du marché. Elle encourage et même organise le dumping social et fiscal, ainsi que les délocalisations. Et cela au seul bénéfice des entreprises et du capital financier.

Ce sont les bases de cette Europe à que le traité prétendait constitutionnaliser. Ce sont elles que le peuple français a massivement désavouées.

Par leur niveau de participation sans précédent à un scrutin européen, les citoyennes et les citoyens ont également signifié qu'ils n'acceptaient plus d'être dépossédés de la maîtrise de leur avenir par des mécanismes de décision européens sur lesquels ils n'ont aucune prise réelle. (...)

Une bonne partie des classes populaires, celles qui, par le chômage, la pauvreté et la précarité de masse, sont les premières victimes de ces politiques, ont pris conscience du caractère historique du vote du 29 mai et, à cette occasion, dans l'espérance d'un changement, elles ont retrouvé le chemin des urnes. Il en va de même pour les jeunes qui se sont majoritairement prononcés pour le « non ». C'est là une grande victoire de la démocratie, mais elle témoigne en même temps de la très grave crise de la représentation politique en France et en Europe. Tout indique en effet que certaines ratifications parlementaires du traité, souvent acquises à la sauvette, sont en complet décalage avec l'opinion des citoyens. C'est en particulier le cas de l'Allemagne.

Comme elle lui reprochent véhémentement les partisans du « oui », **Attac a joué le rôle de fer de lance de la campagne référendaire**, aussi bien dans la production des analyses et argumentaires que dans l'action sur le terrain. Les adhérents et les structures de l'association, agissant « tous ensemble », se sont mobilisés pour expliquer le contenu et les enjeux du traité. En particulier, les comités locaux d'Attac, tant par leurs initiatives propres que par leur participation à des collectifs plus larges, ont eu un rôle décisif dans le succès du « non ». **Une dynamique unitaire originale**, associant militants altermondialistes, syndicaux, associatifs et politiques, ainsi qu'un très grand nombre de citoyennes et citoyens sans affiliation, s'est créée à l'occasion de cette campagne. Cette alchimie étonnante a été l'une des causes fondamentales de la victoire.

Attac France a bénéficié d'une **solidarité exceptionnelle de la part des autres Attac d'Europe**. Les « Volontaires européens » venus d'une douzaine de pays, et qui ont sillonné la France de meeting en meeting, méritent notre reconnaissance particulière. Démentant par leur présence fraternelle les allégations calomnieuses des partis du oui, ils ont authentifié le sens de l'engagement d'Attac pour une autre Europe à construire ensemble. S'est ainsi renforcé un début d'espace public européen appelé à s'élargir.

La campagne du « oui » a été relayée par **une propagande d'Etat**, dotée de considérables moyens financiers venant du gouvernement français et de la Commission européenne, et agissant de concert avec la quasi totalité des médias. Ces derniers, faisant preuve d'une partialité inouïe, ont tenté de dénaturer le sens de l'engagement d'Attac et des autres partisans du « non » démocratique, en présentant le référendum comme un plébiscite pour ou contre l'Europe, alors qu'il s'agissait, à la faveur de la question posée, de dire oui ou non au néolibéralisme. Les grands médias ont présenté le « non » comme une démarche pathologique, et répercuté à satiété quelques-unes des injures tirées du bestiaire de certains ténors du « oui » : « moutons noirs », « singes savants », « serpent », etc.

Le plus extraordinaire est qu'ils continuent sur le même registre depuis le 29 mai, comme si le peuple français n'avait pas tranché ! Leur fiasco a été total. Non seulement ils ont piteusement échoué à convaincre, mais ils ont été contraints, comme l'ensemble du camp du « oui », ou bien de fuir les débats contradictoires « traité en main » ou bien de se battre à contre-emploi sur les thèmes imposés par notre campagne : droits sociaux, services publics, démocratie - en un mot la question néolibérale - et indépendance envers les Etats-Unis. A la crise de la représentation politique, s'ajoute de manière spectaculaire la crise de la représentation médiatique. Il n'est désormais plus possible d'occulter le rôle du système médiatique dans la promotion active du modèle néolibéral.

Un grand espoir est né, qui dépasse largement le cas de la France, et le premier devoir de toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la victoire du « non » démocratique, antilibéral et européen - majoritaire au sein du camp du « non » -, est de ne pas le décevoir.

**Dans les jours, semaines et mois à venir, Attac mettra tout en œuvre pour être à la hauteur de ce défi - celui d'une refondation démocratique de l'Europe -, aussi bien dans ses activités spécifiques que dans celles auxquelles elle participera dans des collectifs unitaires.**

Les échéances se situent à court et moyen terme. (...):

- Engagement solidaire des Attac d'Europe envers les Attac des pays où est prévu un référendum dans les prochains mois: Luxembourg, Portugal, Danemark; tour d'Europe d'Attac France pour expliquer dans les principales villes le sens du « non » français et empêcher qu'il soit caricaturé par les médias; Convention des Attac d'Europe à l'automne
- Forum social européen du printemps 2006 à Athènes.

**Au plan français, Attac participera au collectif national unitaire qui s'est mis en place pour le « non » et ses suites. (...)**

Attac attend du président de la République et du gouvernement qu'ils soient porteurs du mandat que leur a confié le peuple français sur ces questions, et cela indépendamment de leurs positions initiales. A ne pas respecter le verdict populaire, ces autorités prendraient la très grave responsabilité d'alimenter le discrédit de la représentation politique.

*Tous les adhérents et tous les comités locaux d'Attac sont conviés à poursuivre l'énorme travail qu'ils ont déjà fourni, et cela dans cinq directions :*

- l'implication des classes populaires et des jeunes dans les débats citoyens
- (...) dans un cadre méthodologique qui leur sera proposé, l'élaboration du contenu d'une renégociation du traité;
- au-delà, l'élaboration du projet de refondation démocratique d'une autre Europe. La suppression du chômage en constituerait l'axe majeur. (Création d'un groupe au niveau national chargé de faire des propositions);
- l'élaboration d'alternatives au néolibéralisme dans la perspective des échéances électorales de 2007. Les trois niveaux de ces alternatives - national, européen et mondial - sont indissociables;
- Dans le même temps, les membres et les comités locaux d'Attac, à partir des propositions qu'ils auront définies, et qui seront coordonnées nationalement, sont invités à développer et élargir la dynamique unitaire en participant aux collectifs (...). Dans leur participation à ces collectifs, les militants d'Attac veilleront à ce qu'ils soient unitaires sans aucune exclusive, et qu'ils rassemblent largement, au-delà des seuls partis politiques, les syndicats et les associations. De même, ils se refuseront à ce que ces collectifs se transforment en structures de recomposition partisans ou en futurs comités de campagnes électorales. Par ailleurs, ils sensibiliseront ceux de leurs membres qui ne le sont pas déjà aux campagnes contre les diverses facettes de la mondialisation libérale dont les politiques européennes ne sont que des déclinaisons régionales: dette, paradis fiscaux et taxes globales, AGCS, OGM, eau, etc. (...)

**Pour prolonger la victoire du 29 mai et pour en remporter de nouvelles, Attac a besoin d'être encore plus forte**, donc d'accueillir de nouveaux adhérents. Nombre de citoyennes et de citoyens ont pu constater sur le terrain le dynamisme et la créativité de l'association, son impact sur la vie de la Cité et la part qu'elle a prise dans le succès du « non ». Ils devraient être nombreux à songer à nous rejoindre et il nous appartient de tout faire pour les y inciter.

**Attac ne soutiendra aucune candidature présidentielle** Communiqué du Bureau d'Attac France DU 6/07/2005

Dans un article du *Monde* daté du 5 juillet 2005 et intitulé: "José Bové hésiterait à se présenter en 2007 si Laurent Fabius était candidat", il est fait état de propos de Pierre Khalfa, présenté comme responsable d'Attac, selon lequel: "*Bové c'est le seul qui émerge pour exprimer le vote du 29 mai*". Pierre Khalfa confirme qu'il a seulement exprimé une opinion personnelle qui n'engage en rien Attac. D'une manière générale, le Bureau d'Attac rappelle que l'association ne soutient ni ne soutiendra aucune candidature à quelque fonction électorale que ce soit.

## ◆ UN NON INTERNATIONAL : SOLIDARITÉ DES ATTAC DU MONDE

Voici un florilège non exhaustif des chaleureuses réactions de solidarité que nous recevons des autres Attac du monde depuis la victoire du NON.

### **29/05 communiqué officiel) Attac Allemagne accueille joyeusement le Non français au TCUE**

Un message clair pour une Europe plus sociale

Avec grande joie Attac Allemagne a accueilli le résultat du référendum français sur la constitution européenne. « Le Non français envoie un message clair : Les gens veulent une Europe plus sociale et une fin à la politique néolibérale », a dit Heike Hänsel, l'une des porte-paroles du groupe de travail fédéral sur l'Union Européenne d'Attac Allemagne. « Nous félicitons nos amis français et l'alliance du Non progressive ! » Maintenant, l'on devrait en venir à une réorientation du processus de l'intégration européenne avec participation intensive par les citoyennes et les citoyens. Dans l'UE, déjà pour trop longtemps, les décisions auraient été prises au-dessus des têtes des

gens concerné(e)s. « Maintenant, c'est le temps pour plus de démocratie. »

« Nous demandons d'ancrer les droits sociaux d'une façon juridiquement obligatoire, d'accorder un droit plus large d'initiative au Parlement Européen et d'arrêter la militarisation », a dit Stephan Lindner, expert pour l'UE dans le cercle de coordination fédéral d'Attac. En ce qui concerne la renégociation, il ne devrait pas y avoir de tabous à cet égard. L'on devrait aussi concevoir des alternatives au Pacte de Stabilité et de Croissance, à l'orientation sociale et écologique du marché intérieur et aux tâches actuelles de la Banque Centrale Européenne.(..)

### **Attac Belgique, dimanche 29 mai : Le Non a gagné ! Un signal pour l'Europe politique**

Attac Belgique félicite les Français et plus particulièrement Attac France du succès de leur campagne. A l'aide d'arguments convaincants et des textes du traité lui-même Attac France a su démontrer le caractère peu démocratique et social de l'Union européenne actuelle et à venir. C'est en connaissance de cause que les Français se sont prononcés clairement contre le néolibéralisme du nouveau traité.

Ce premier vote négatif contre le traité constitutionnel doit être un signal pour les décideurs politiques de l'Union européenne. Désormais, ils devront tenir compte de la volonté des peuples. Les voix du non de gauche étaient explicitement pro-européennes. L'Europe des diplomates libéraux qui veulent faire de la concurrence le principe social dominant est refusée. Il ne s'agit pas d'un vote nationaliste, mais de la traduction d'un réel malaise social. Ce Non, peut préserver l'Europe d'une perte progressive mais sûre de sa cohésion sociale. Il convient maintenant de répondre à ce malaise social persistant et à l'écart qui grandit entre les peuples et les institutions.

Nous demandons qu'en Belgique le processus de ratification soit interrompu pour laisser le temps à un débat mieux informé sur la question.